

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 4 septembre 2015

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

- **Portant prescriptions complémentaires dans le cadre du projet d'installation d'une tour de nettoyage des céréales ;**
- **Portant prescriptions complémentaires relatives au séchoir existant pour tenir compte du guide sur la sécurité des séchoirs de grains – version 1 de 2010 élaboré par un groupe de travail national réunissant l'administration, les professionnels et des experts**
- **Actant du nouveau régime de classement des silos du site suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

**SOCIETE MBLD (N° ICPE 7155)
sur le territoire de la commune d'Orgères-en-Beauce**

PJ : 1 plan de situation du site
1 projet d'arrêté préfectoral

1. Situation administrative de l'établissement

La société MBLD dont le siège social est situé 15 Place des Halles – BP 199 – 28 004 Chartres est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n°1137 du 13 mai 1994 modifié, à exploiter un centre de stockage de céréales sur le territoire de la commune d'Orgères-en-Beauce, Rue de la Gare.

Le site d'Orgères-en-Beauce exploité par la société MBLD comprend trois silos (un silo vertical béton, un silo vertical séchoir et un silo plat pyramidal) dont un silo à enjeu très important en raison de la présence de tiers dans les zones des effets irréversibles en cas d'explosion (silo béton).

2. Nature de la demande

Conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, par porter à connaissance du 26 mars 2015, la société MBLD a transmis à l'inspection des installations classées une notice technique relative à son projet de modification des conditions d'exploiter concernant le site de stockage de céréales susvisé.

La modification porte principalement sur l'installation d'une tour de nettoyage des céréales associée à deux boisseaux de capacité unitaire 70 m³ et des équipements de transport des céréales associés.

La tour de nettoyage sera alimentée par le silo pyramidal via une bande transporteuse à installer.

Un transporteur à chaîne existant relie le silo pyramidal plat ou silo séchoir vertical.

Les céréales nettoyées dans la tour en projet seront dirigées vers les boisseaux en projet pour expédition, le chargement train ou retourneront via le transporteur existant reliant les silos pyramidal et séchoir dans le silo pyramidal, le silo séchoir ou le chargement train.

Le projet prévoit également l'augmentation du débit de la fosse de réception du silo séchoir impliquant une modification de l'élévateur existant ; et la mise en place d'un système de dépoussiérage.

Par courrier électronique du 14 avril 2015, l'inspection des installations classées a notifié à l'exploitant le caractère incomplet et irrégulier de son dossier.

Suite à ces observations, la société MBLD a déposé un nouveau porter à connaissance le 27 mai 2015, annulant et remplaçant celui du 26 mars 2015. Elle a complété ce document par courriers des 20 août et 2 septembre 2015. C'est sur le porter à connaissance du 27 mai 2015 complété par courriers des 20 août et 2 septembre 2015 que porte le présent rapport.

Ces nouvelles installations relèveraient de la législation des installations classées au titre des rubriques suivantes :

| RUBRIQUE | ACTIVITÉ | QUANTITÉ MAXIMALE | RÉGIME |
|----------|--|-----------------------|--------|
| 2160-1.a | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables. Silos plats de stockage de céréales : Silo pyramidal ONIC : 3 cellules d'une capacité totale de 76 320 m ³ . Projet : ajout de deux boisseaux de 70 m³ chacun. Le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ . | 76 460 m ³ | E |

| RUBRIQUE | ACTIVITÉ | QUANTITÉ MAXIMALE | RÉGIME |
|----------|--|-------------------|--------|
| 2260-2.a | Broyage, concassage, criblage...des substances végétales et de tous produits organiques naturels. Installations autres que le traitement et la transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis pour les installations existantes et objet du projet inférieure à 100 kW. | <100 kW | NC |

E : Enregistrement

NC : Non classé

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Le porter à connaissance de la société MBLD ne fait pas état de modification relative aux autres rubriques ICPE dont dépend l'établissement.

Nota : Le décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 a introduit le régime d'enregistrement pour les silos plats. Par courrier du 25 novembre 2013, la société MBLD a fait valoir son droit d'antériorité pour le silo plat de son établissement : silo pyramidal.

→ *Le projet d'arrêté préfectoral joint prend acte du nouveau classement de ce silo – cf. article 2.1 du projet d'arrêté qui fixe la liste des installations classées.*

3. Instruction de la demande

3.1. Référentiel réglementaire

Le site étant soumis à autorisation, la modification demandée par la société MBLD est à apprécier selon l'article R.512-33 du Code de l'environnement, à savoir si les modifications sollicitées ont un caractère substantiel ou non et si elles nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

4. Analyse des éléments apportés par le demandeur

4.1.1. Impact sur le régime de classement du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Les éléments transmis par la société MBLD mentionnent l'absence de modification :

- du régime de classement général du site, qui restera soumis, dans son ensemble à autorisation, au sens du code de l'environnement ;
- du régime de classement du site au titre de la rubrique 2160-1 de la nomenclature des installations classées à laquelle sont associés les silos plats : le site dispose d'un silo déjà soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2160-1, la nouvelle capacité constituée des deux boisseaux envisagés par la société MBLD ne modifiera pas le classement du site, soumis à enregistrement vis-à-vis de la rubrique 2160-1 de la nomenclature des ICPE ;
- du régime de classement du site au titre de la rubrique 2260-2 de la nomenclature des installations classées à laquelle sont associés les équipements de nettoyage des céréales : la nouvelle puissance installée ne modifiera pas le classement du site, qui restera en deçà des seuils de classement au titre de cette rubrique de la nomenclature des ICPE.

4.1.2. Modifications apportées par le projet de la société MBLD sur les impacts et dangers liés à l'exploitation de son établissement et prescriptions proposées en référence au dossier déposé par la pétitionnaire

- Milieu eau, le trafic associé à l'activité du site : les éléments transmis par la société MBLD mentionnent l'absence d'impact du fait de son projet.
- Paysage : le pétitionnaire s'engage à construire ses installations de façon à s'intégrer aux bâtiments adjacents.
- Milieu Air : le porter à connaissance signale que les équipements de manutention du grain peuvent générer des émissions de poussières canalisées. Il s'engage à installer un filtre de dépoussiérage pour l'aspiration et le traitement des poussières à la jetée des équipements projetés et au niveau du poste de nettoyage. Il ajoute que le système de dépoussiérage respectera les limites de rejet de poussières dans l'air.
→ *L'arrêté préfectoral applicable à l'établissement prescrit les valeurs limites de concentration en poussières des systèmes de dépoussiérage présents aux niveaux des aires de chargement et de déchargement, des équipements de manutention ou des ventilations de cellules – article 19 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2006.*
- Bruit : le porter à connaissance signale que la mise en place des nouveaux équipements de manutention et du poste de nettoyage sont conçus pour ne pas augmenter l'émergence acoustique existante du fait de l'activité du site.
→ *Le projet d'arrêté ci-joint, en sus de reprendre les valeurs limites des niveaux de bruit en limite d'établissement et d'émergence fixés par la réglementation nationale et la fréquence de contrôle triennale du respect de ces valeurs, propose de prescrire un contrôle des niveaux sonores en condition de fonctionnement des installations, au plus tard 6 mois après la notification de l'arrêté à l'exploitant – article 2.5.*
- Risque d'explosion :
 - Le scénario d'explosion a été modélisé, pour les boisseaux projetés, le bureau d'études se base sur les paramètres d'explosivité majorants au vu des céréales citées comme susceptibles d'être stockées (celui de l'orge), il conclut qu'en cas d'explosion sur un boisseau, le seuil de surpression correspondant aux effets irréversibles et aux dégâts légers sur les structures (50 mbars) – effets au sol et à l'évent - ne sort pas des limites de l'établissement ;
→ *L'arrêté préfectoral applicable à l'établissement prescrit la conservation de la maîtrise foncière acquise par l'exploitant à la date de notification de cet arrêté et la compatibilité des activités exercées dans les périmètres des zones de surpression de 50 mbar et d'ensevelissement déterminées dans son étude de dangers en cas d'explosion dans les silos – article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2006. Le projet de prescriptions ci-joint retient la conservation de la maîtrise foncière et la compatibilité des activités exercées dans les zones supplémentaires présentées dans le porter-à-connaissance du 27 mai 2015 – article 2.2.*
 - Le dossier présente l'absence d'effet domino sur le silo béton (classé SETI) et sur le silo séchoir. Il indique qu'aucun effet supplémentaire ne serait engendré du fait de la communication entre le silo pyramidal et le séchoir. Il présente un impact possible sur les bardages du silo pyramidal. L'exploitant précise que le silo pyramidal possède des parois métalliques type palplanche résistantes à une pression de 300 mbar selon le guide de l'état de l'art sur les silos élaboré par l'INERIS. Le dossier indique que l'explosion des boisseaux de chargement n'induirait pas d'effet domino sur le site.
 - Le dossier indique que les poussières récupérées par le filtre de dépoussiérage seront stockées dans une benne bâchée à l'extérieur des installations de stockage.
→ *L'arrêté préfectoral applicable à l'établissement prescrit que le stockage et le traitement des poussières sont réalisés à l'extérieur des installations, à défaut des mesures sont prises pour éviter tout dégagement de poussière – article 16.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2006. l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012 applicable aux silos soumis à enregistrement prescrit que les stockages de poussières sont réalisés à l'extérieur du silo. Le projet de prescriptions ci-joint retient la prescription d'un stockage de poussières extérieur aux silos – article 2.6.*

- Risque liés aux installations existantes sur les installations projetées : le porter à connaissance indique que l'explosion du silo béton n'induirait pas d'effet domino sur les boisseaux de chargement. L'exploitant précise en sus dans son courrier du 2 septembre 2015 que la zone de construction du projet ne serait pas atteinte par les zones des effets létaux et irréversibles en cas d'explosion du silo séchoir.
- Tiers sensibles : Le dossier déposé par la société MBLD retient une distance d'éloignement réglementaire forfaitaire pour les installations projetées, établie en considérant les distances minimales d'éloignement prescrites pour les silos plats. Dans son courrier du 20 août 2015, la société MBLD indique que :
 - La tour de nettoyage projetée se situera physiquement entre le silo pyramidal plat et le silo séchoir vertical de l'établissement. Elle sera alimentée par le silo pyramidal. Un transporteur à chaîne existant relie le silo pyramidal plat et le silo séchoir vertical. La vidange de la tour de nettoyage en projet sera réalisée vers les boisseaux projetés pour le chargement camions, ou vers le chargement train ou vers le transporteur à chaîne reliant les silos plats et le silo vertical séchoir pour être dirigée soit vers le silo pyramidal, soit vers le chargement train soit vers le silo séchoir.
 - Qu'il n'y aura pas de communication directe entre la tour projetée et son silo séchoir.

4.1.3. Conformité des installations projetées aux arrêtés types

La société MBLD a indiqué par courrier électronique du 28 avril 2015 que son projet respectera les dispositions réglementaires applicables.

→ *La prescription du respect de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012 applicable aux silos soumis à enregistrement est reprise à l'article 2.3 du projet d'arrêté ci-joint.*

4.2. Propositions supplémentaires introduites dans le projet d'arrêté préfectoral

4.2.1. Silo séchoir existant :

Au vu des puissances mises en jeu, les installations de séchage de l'établissement d'Orgères-en-Beauce de la société MBLD relèvent du régime de la déclaration. Les prescriptions à retenir pour cette activité sont celles de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique : 2910. Ce texte est néanmoins davantage destiné à s'appliquer aux installations de combustion de type « chaudières ». Il comporte des dispositions qui paraissent difficilement applicables aux séchoirs. A contrario, ce texte ne comporte pas les dispositions qu'il paraît utile de retenir en matière de gestion des risques pour les séchoirs.

→ *Aussi, le projet d'arrêté annexé au présent rapport impose, en son article 2.4, la mise en place de mesures organisationnelles et techniques concernant l'installation de séchage de céréales selon les préconisations objet des conclusions des travaux du groupe de travail national silos réunissant l'administration, les professionnels et des experts, issues du guide sur la sécurité des séchoirs de grains – version 1 de 2010.*

4.2.2. Défense incendie :

Les installations projetées étant susceptibles d'être le siège d'un incendie ou d'une explosion, l'inspection des installations classées a proposé au Préfet de solliciter l'avis du SDIS sur le porter à connaissance du 27 mai 2015 et le courrier du 20 août 2015 déposé par la société MBLD.

→ *L'inspection des installations classées propose de compléter le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en séance pour tenir compte des préconisations qui seront émises par les services d'incendie et de secours.*

5. Conclusion et proposition

Compte-tenu des nouvelles conditions d'exploitation et considérant la nouvelle situation administrative du site, un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires doit être pris après avis du CODERST en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement pour modifier le tableau de classement et fixer les prescriptions complémentaires nécessaires pour assurer la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, pour le site exploité par la société MBLD à Orgères-en-Beauce.

Conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Dans le cas où le projet de la société MBLD est soumis à permis de construire, il appartient à la société MBLD de faire les démarches appropriées aux fins d'obtenir ce permis. La réglementation des installations classées s'applique sans préjudice des autres réglementations.